

**Arrêté préfectoral prononçant
la mise en demeure prise à l'encontre de la société DISTRIFER,
pour les activités de transit de déchets de métaux qu'elle exploite
sur le territoire de la commune d'Auch**

**La Préfète du Gers,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel, du 6 juin 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel, du 29 février 2012, fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;

Vu le décret, du 8 décembre 2017, portant nomination de Madame Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète du Gers ;

Vu le décret, du 16 octobre 2019, nommant Mme Edwige DARRACQ, Secrétaire Générale de la préfecture du Gers ;

Vu l'arrêté, du 4 novembre 2019, portant délégation de signature à Mme Edwige DARRACQ, Secrétaire Générale de la préfecture du Gers ;

Vu l'arrêté préfectoral, du 7 juillet 2015, autorisant la SARL DISTRIFER à exploiter une installation de transit de déchets de métaux et de véhicules hors d'usage (VHU) sur le territoire de la commune d'Auch ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, du 16 mars 2020, faisant suite à la visite d'inspection du site le 18 février 2020, dont une copie a été transmise à l'exploitant, par courrier du 16 mars 2020, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 03 juin 2020 ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 18 février 2020, il a été constaté les faits suivants :

- le récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juillet 2015 n'a pas été réalisé ;
- l'affichage des consignes d'exploitation, dans les lieux fréquentés par le personnel, n'est pas réalisé ;
- les pièces graisseuses ne sont pas stockées à l'abri des intempéries et dans des conteneurs étanches ;
- l'absence de système de détection de la radioactivité à l'entrée du pont-basculant permettant le contrôle systématique des déchets entrants ;

- le registre des déchets entrants ne fait pas apparaître le nom et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que le numéro de réception ;
- les bordereaux de suivi de déchets des petits appareils ménagers ne sont pas intégralement complétés ;
- les bacs de stockage des batteries usagées ne sont pas étiquetés conformément à la réglementation en vigueur ;
- une information préalable à l'acceptation des déchets n'est pas demandée aux entreprises qui confient leurs déchets à l'exploitant ;
- l'attestation de valorisation des déchets, à fournir au producteur de déchets, n'est pas réalisée systématiquement et selon le modèle défini par la réglementation.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- des articles 1.2.4, 2.1.2, 5.4.5, 5.2.1, 5.1.5 et 5.5.4 de l'arrêté préfectoral du 07 juillet 2015 ;
- de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 ;
- de l'article 3.3 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711, 2713, 2714 ou 2716 ;
- de l'article D. 543-284 du code de l'environnement et de l'article 3.3 de l'arrêté ministériel du 18 juillet 2018 relatif à l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement ;

Considérant que certains manquements constatés sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement notamment en termes de pollution des sols et des eaux de surface ;

Considérant que les éléments transmis, par l'exploitant le 03 juin 2020, ne permettent pas de lever les non-conformités constatées lors de la visite sur site ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DISTRIFER de respecter certaines dispositions du code de l'environnement, des arrêtés ministériels et préfectoraux susvisés applicables aux activités de transit de déchets qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Auch.

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Gers,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société DISTRIFER, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI de Lamothe, rue Jacqueline Auriol à Auch, est mise en demeure, **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de procéder au récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juillet 2015, en application de son article 1.2.4.

ARTICLE 2

La société DISTRIFER, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI de Lamothe, rue Jacqueline Auriol à Auch, est mise en demeure, **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de procéder à l'affichage des consignes d'exploitation dans les lieux fréquentés par le personnel, en application des dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juillet 2015.

ARTICLE 3

La société DISTRIFER, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI de Lamothe, rue Jacqueline Auriol à Auch, est mise en demeure, **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de stocker les pièces graisseuses à l'abri des intempéries et dans des conteneurs étanches, en application des dispositions de l'article 5.4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juillet 2015.

ARTICLE 4

La société DISTRIFER, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI de Lamothe, rue Jacqueline Auriol à Auch, est mise en demeure, **sous un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de mettre en place un système de détection de la radioactivité à l'entrée du pont-bascule pour le contrôle systématique des déchets entrants, en application des dispositions de l'article 5.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juillet 2015.

ARTICLE 5

La société DISTRIFER, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI de Lamothe, rue Jacqueline Auriol à Auch, est mise en demeure, **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de compléter le registre des déchets entrants en y faisant apparaître le nom et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que le numéro de récépissé, en application des dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012.

ARTICLE 6

La société DISTRIFER, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI de Lamothe, rue Jacqueline Auriol à Auch, est mise en demeure, **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de transmettre les bordereaux de suivi de déchets dûment complétés pour les petits appareils ménagers, en application des dispositions de l'article 5.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juillet 2015.

ARTICLE 7

La société DISTRIFER, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI de Lamothe, rue Jacqueline Auriol à Auch, est mise en demeure, **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, d'étiqueter les bacs de stockage des batteries usagées conformément à la réglementation en vigueur, en application des dispositions de l'article 5.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juillet 2015.

ARTICLE 8

La société DISTRIFER, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI de Lamothe, rue Jacqueline Auriol à Auch, est mise en demeure, **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de demander aux entreprises confiant leurs déchets à l'exploitant une information préalable à l'acceptation des déchets, en application des dispositions de l'article 3.3 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711, 2713, 2714 ou 2716 .

ARTICLE 9

La société DISTRIFER, pour les installations de transit de déchets qu'elle exploite ZI de Lamothe, rue Jacqueline Auriol à Auch, est mise en demeure, **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de transmettre systématiquement aux producteurs de déchets une attestation de valorisation des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente, selon le modèle défini par la réglementation, en application des dispositions l'article D. 543-284 du code de l'environnement et de l'article 3.3 de l'arrêté ministériel du 18 juillet 2018 relatif à l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement.

ARTICLE 10

Dans le cas où l'une des obligations mentionnées aux articles 1 à 9 ci-dessus ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 11

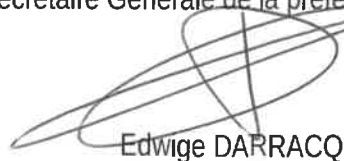
Le présent arrêté sera notifié à la société DISTRIFER et sera publié au recueil des actes administratifs du département du Gers.

ARTICLE 12

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Gers, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à Monsieur le Maire d'Auch.

09 JUIN 2020

Pour la Préfète et par délégation,
la Secrétaire Générale de la préfecture du Gers,



Edwige DARRACQ

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Pau, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.